

droit pénal international, à savoir le génocide, les crimes contre l'humanité, crimes de guerre et crime d'agression.

C'est dans cette ville du nord de la Bavière qu'a notamment été inventée la notion de crime contre l'humanité – un des quatre chefs d'accusation – et que le mot génocide a été prononcé pour la première fois.

Ce terme entrera officiellement dans le droit international en 1948, avec la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. À la suite de ce procès, douze autres procédures seront lancées contre des juristes, des membres de la Wehrmacht, des entrepreneurs. Le Japon prendra aussi exemple pour traduire devant la justice des criminels de guerre, en 1946.

Les tribunaux des années 1990

Cinq décennies plus tard, la chute du rideau de fer redonnera un nouveau souffle au droit pénal international, avec la création des tribunaux internationaux pour l'ex-Yougoslavie et le Rwanda, en 1993 et 1994, et la création en 1998, de la Cour pénale internationale, sur la base du statut de Rome. Une instance toutefois non reconnue par les États-Unis et la Russie, deux des initiatrices du procès de Nuremberg.

“Le droit pénal international a toujours été attaqué, reconnaît Gurgun Petrossian. Il a subi de nombreux échecs, n'est pas appliqué partout, mais l'opposition qu'il suscite prouve à quel point il gêne. Et malgré cela, il se développe. Les ‘petits pays’ se saisissent souvent de la CPI, et le principe de juridiction universelle a permis d'obtenir de vraies victoires”, note ce juriste.

Ce principe autorise en effet un pays à poursuivre les auteurs de crimes internationaux quel que soit le lieu de ces crimes. La Suède et l'Allemagne sont des pionnières en la matière. En 2015, à Francfort, un Rwandais a ainsi été condamné à la perpétuité, pour sa participation au génocide; et en 2022, deux Syriens ont été condamnés à la prison à vie par un tribunal de Coblenz, pour torture sous le régime de Bachar al Assad.

“Ces procès ont été rendus possibles grâce à l'énorme travail de recherche des procureurs. Cela devrait tout le temps se passer comme cela. Malheureusement, les ressources de la justice sont insuffisantes”, regrette Wolfgang Kaleck, directeur de l'ONG European Center for Constitutional and Human Rights, en pointe sur ces dossiers.

“Le droit ne gagne pas à chaque fois, mais cela vaut la peine de se battre, surtout en des temps où il est attaqué de tous côtés”, estime-t-il. Et de rappeler une bonne nouvelle: la décision du Conseil de l'Europe, cette année, de créer un Tribunal spécial pour le crime d'agression contre l'Ukraine par la Russie.

Une nostalgie de la dictature s'immisce chez les jeunes Espagnols

Espagne Cinquante ans après la mort de Franco, le travail de désinformation de l'extrême droite se fait ressentir.

Alban Elkaïm
Correspondant à Madrid

Avec Franco, on vivait mieux!” En Espagne, ce refrain est classique chez certaines personnes âgées qui ont soutenu la dictature en son temps. Il est toutefois plus surprenant de l'entendre dans la bouche de jeunes dont les parents n'ont connu que la démocratie. Cinquante ans après la mort du dictateur, le 20 novembre 1975, une curieuse nostalgie de l'époque franquiste semble en effet se frayer un chemin dans la jeunesse espagnole. Poussée par une désinformation venue de l'extrême droite pour redorer le blason d'un régime ultra-conservateur et répressif, elle trouve un terreau fertile dans un pays où les professeurs semblent ignorer cet épisode de l'histoire.

Des chiffres inquiétants

Publié le 13 octobre 2025, le baromètre du Centre d'investigation sociologique (CIS) montre ainsi que près d'un jeune de 18 à 24 ans sur cinq répond que *“les années de la dictature (1939-1975) ont été bonnes ou très bonnes pour l'Espagne et les Espagnols”*. Soit davantage que les 25-34 ans (près de 16%) et les 35-44 ans (près de 19%). Au total, un peu plus de 21 % des Espagnols adhèrent à cette idée. Plus inquiétant encore, 14,4% des 18-24 ans répondent que la démocratie actuelle en Espagne est “pire” ou “bien pire” que la dictature.

“Ce chiffre représente un échec collectif: une fraction de cette génération achète un récit falsifié sur un régime autoritaire, présenté comme une solution face aux problèmes que la démocratie ne réussit pas à résoudre”, estime Anna Isabel Lopez Ortega, docteure en sciences politiques à l'université de Valence et spécialiste de l'extrême droite. *“Ces messages sont spécialement diffusés par des groupes d'extrême droite, des créateurs de contenu réactionnaire et des réseaux coordonnés qui cherchent à légitimer des idées autoritaires.”* Ils s'inscrivent dans le cadre d'une *“guerre culturelle”*, juge-t-elle, pour lever les obstacles à l'arrivée de cette tendance politique au pouvoir. Dont le principal: un consensus social selon lequel la démocratie vaut mieux que l'autoritarisme.

“Ça marche, parce qu'ils l'emballent dans des contenus que les jeunes consomment sans percevoir de risque. Des memes, de courtes vidéos ou des directs, le tout sur un ton humoristique”, poursuit la politologue. Sur TikTok ou Instagram fleurissent des posts joyeux avec des images aux couleurs vives à l'effigie de Franco, ou des montages vidéos artisanaux qui attribuent les bases de l'État-providence et du développement de l'Espagne moderne au dictateur. Les messages se concentrent sur les sujets qui préoccupent le plus les jeunes, comme la difficulté à trouver un logement ou un emploi. Laisant entendre que leurs aînés étaient mieux lotis sous la dictature.

Francisco Franco a pourtant pris le pouvoir après un coup d'État militaire, en 1936, dont l'échec sur certaines parties du territoire a entraîné une guerre civile. Gagnée en 1939 en partie grâce à l'aide d'Hitler et Mussolini, elle a fait autour de 600 000 morts. Aucun des pi-



Des employés et des bénévoles travaillent sur l'exhumation des victimes de la répression sous le régime franquiste.

liers de l'État-providence n'a été fondé par le dictateur. La pauvreté et la faim ont marqué les deux décennies d'après-guerre. Même durant l'étape de développement postérieure, des millions d'Espagnols ont émigré pour des raisons économiques. Dans les centres urbains, une partie de la population vivait dans des bidonvilles. Toute opposition était cruellement réprimée: au moins 50 000 personnes ont été exécutées entre 1939 et 1975, des milliers d'autres sont mortes dans les 300 camps de concentration qui ont existé dans le pays. Franco est mort de vieillesse en 1975. La transition démocratique a alors été lancée contre sa volonté.

Un vide éducatif propice à la manipulation

“L'absence d'une éducation scolaire rigoureuse sur le sujet fait que les jeunes n'ont pas de références propres” pour déconstruire ces mythes, analyse Anna Lopez. Le franquisme est globalement mal connu des Espagnols. Une partie de la société s'oppose à ce que toute la lumière soit faite sur cette étape, estimant qu'il ne faut pas rouvrir les blessures du passé. Généralement à droite, où l'ancêtre du grand parti historique, le Parti Populaire, a été fondé par un haut cadre de la dictature.

“C'est comme s'il y avait eu une stratégie intentionnelle pour éviter d'approfondir notre passé”, note Enrique Javier Diez Gutierrez, maître de conférences à la faculté d'éducation à l'université de Leon, une des voix critiques de cette situation.

Malgré deux lois mémorielles qui devaient corriger cette anomalie, en 2007 et en 2022, *“on continue de cacher, de minimiser ou d'invisibiliser ces 40 années de dictature”*. L'étude de cette période se limite à une succession de faits et de batailles durant la seconde République et la guerre civile *“sans que personne n'explique qui, comment et pourquoi”*. Des pans entiers sont éludés, comme les spoliations de biens ou la résistance. *“De plus, les professeurs passent dessus discrètement, en raison de la pression d'une partie de la société qui conteste ce qui est enseigné.”* Une pression croissante, selon M. Gutierrez, en raison de la montée en puissance du parti d'extrême droite Vox, qui revendique le legs du franquisme.

“Parmi la génération Z, certains parlent du franquisme comme si c'était une période idyllique, un modèle social et de vivre-ensemble”, regrette Enrique Javier Diez Gutierrez. Et les conséquences peuvent être graves: *“Si on normalise le franquisme, on normalise aussi les pratiques autoritaires dans le présent. Cela donne une société plus tolérante à l'autoritarisme, moins exigeante sur les droits humains et plus encline à accepter les discours d'exclusion”,* prévient Anna Lopez.